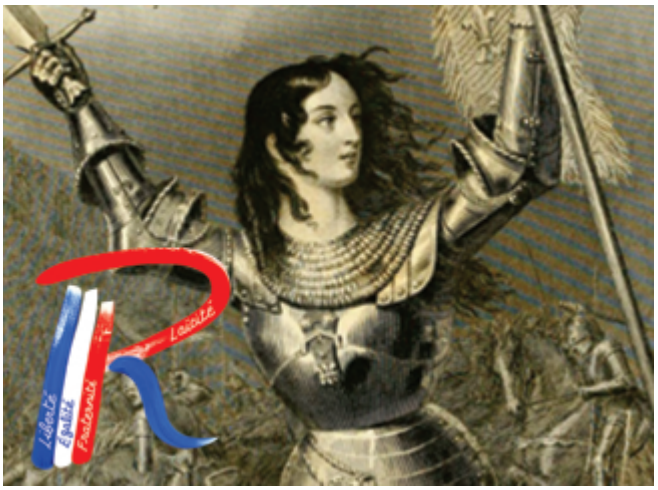
Négocier? Aucun problème, pourvu que l'on se soumette à la charia, la loi divine

écrit par Christine Tasin | 25 octobre 2012



Voici ce que les djihadistes, grâce aux lois Schengen, viennent librement enseigner en France dans les mosquées. Ces mêmes mosquées qu'il serait interdit de décrier et pour lesquelles il serait criminel de demander un referendum populaire…

A lire, cet article publié par l'Express. On y apprend le mépris des djihadistes pour Hollande, voici ce qu'en dit l'un deux : *« Il semble oublier que beaucoup d'intérêts français [gisements d'uranium, hydrocarbures, NDLR] sont situés dans des zones que nous contrôlons. Nous avons le pouvoir de déstabiliser le quai d'Orsay et de nous débarrasser de François Hollande ou des personnes qui lui sont les plus proches: nous y travaillons chaque jour. Nous disposons d'éléments partout dans le monde, mobilisés dans cette traque. «* A méditer, non ?

On y apprend également que la France donnerait aux djihadistes du Mali 40 millions par an pour qu'ils épargnent leurs ressortissants.

La France financerait donc le djihad ?

Mali: pour le djihadiste Oumar Ould Hamaha, « une seule solution: le combat et le sabre »

Propos recueillis par Dorothée Thiénot, publié le 23/10/2012 à 18:03, mis à jour à 18:26

Combattant salafiste venu des rangs d'Aqmi, Oumar Ould Hamaha, qui s'autoproclame « chargé de sécurité pour le djihad au Nord-Mali » a accordé, par téléphone, une interview exclusive à L'Express.

DiakaridiaDembele/Demotix/Cor

Combattant salafiste venu des rangs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Oumar Ould Hamaha, qui s'autoproclame « chargé de sécurité pour le djihad au Nord-Mali » a accordé, par téléphone, une interview exclusive à L'Express. *Au-delà du discours de propagande, de la justification des châtiments corporels infligés aux civils et des menaces proférées contre les otages français, François Hollande et l'Occident, les propos du « barbu rouge » sont révélateurs. Les djihadistes qui occupent les deux tiers nord du Mali se disent prêts à mourir pour imposer la charia sur tous les territoires qui seraient sous leur contrôle.*

>> A lire, les coulisses de l'interview d'Oumar Ould Hamaha, chef djihadiste

Vous avez déclaré que, en soutenant une intervention militaire pour reconquérir le nord du Mali, François Hollande signait l'arrêt de mort des six otages français détenus par les groupes djihadistes. Confirmez-vous ces propos?

Bien sûr. François Hollande met de l'huile sur le feu. Il doit cesser et on le lui a fait savoir. Mais il refuse, en s'obstinant à demander la libération des otages. En l'écoutant, je me demande si ce sont là les propos d'un chef

d'Etat censé ou d'un simple homme de la rue: comment espère-t-il les sauver? A supposer qu'ils aient le couteau sous la gorge, ce que je comprends de son discours, c'est : « Débarrassez-nous au plus vite de ces otages. » Sinon, il n'engagerait pas son pays dans une guerre dont il ignore l'issue. Il semble oublier que beaucoup d'intérêts français [gisements d'uranium, hydrocarbures, NDLR] sont situés dans des zones que nous contrôlons. Nous avons le pouvoir de déstabiliser le quai d'Orsay et de nous débarrasser de François Hollande ou des personnes qui lui sont les plus proches: nous y travaillons chaque jour. Nous disposons d'éléments partout dans le monde, mobilisés dans cette traque.

Vous confirmez que les otages sont encore vivants?

Oui, ils sont vivants, mais jusque quand? Les jours à venir vont tout dévoiler.

Quel est le but de votre combat?

Ce que nous voulons, c'est instaurer la charia. Pas plus. Nous ne nous référons à aucun autre modèle que celui de l'islam, qui existe depuis plus de 1400 ans. Nous suivons le message du Prophète. Je suis né en 1963. Cela fait plus de vingt ans que je prêche. J'ai visité plus de vingt pays. J'ai passé 40 jours en France, à la fin de l'année 2000, avec un visa Schengen. J'ai prêché à la mosquée de Saint-Denis, à Meaux, à Melun… J'ai voyagé au Pakistan, en Inde, en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Libye, en Ethiopie, au Tchad, au Nigéria, au Ghana, au Togo, au Bénin, en Côté d'Ivoire, au Sénégal, au Niger, au Burkina Faso, en Guinée Conakry, en Gambie, en Mauritanie! Depuis plus de 12 ans, je suis engagé dans le djihad. Le djihad, c'est une obligation divine. Toute personne est tenue de s'y soumettre, les invalides et les malades mis à part.

Quel est l'état de vos relations avec les habitants des villes

occupées par votre mouvement?

Depuis qu'on est au Nord, l'intégration se passe bien. Nous sommes là pour convaincre les gens. On ne sème pas la terreur, c'est faux: on propage le message. La destruction des mausolées [ceux des saints protecteurs de Tombouctou, NDLR] s'explique ainsi: les gens les vénéraient comme s'il s'agissait de divinités. Cela les éloigne de Dieu.

>> Lire aussi l'étau djihadiste se resserre sur la population **et** la population défie les islamistes à Gao

Des Pakistanais, des Egyptiens, des Maliens luttent depuis des années à vos côtés. Quelles sont les conditions pour rejoindre vos rangs?

La porte est ouverte à tous les combattants, pourvu qu'ils aient plus de 18 ans, qu'ils soient en bonne santé, qu'ils soient intelligents, dynamiques, et surtout, pourvus d'un grand sens de l'engagement. Pas plus. Nous accueillons les jeunes des milices d'autodéfense [opposés à la présence des djihadistes, NDLR], pourvu qu'ils se repentent et s'engagent, au nom de Dieu.

Vous imposez la charia dans une zone à majorité musulmane. N'est-ce pas contradictoire?

C'est la réalisation d'une injonction divine. Les gens ne pensent qu'au matériel, nous avons le devoir de corriger cela. Tout homme commet des péchés mais doit se repentir jusqu'au jour de sa mort. Un mauvais musulman n'acceptera jamais qu'on lui coupe la main. Ceux qui sont esclaves de leurs passions, de leur débauche, ne tolèreront pas cela. Mais les personnes de valeur acceptent et se tournent vers Dieu.

L'islam ne demande pas de tuer…

L'islam interdit de prendre des vies humaines et, certes, l'homme est faible de nature. Mais il doit se soumettre à son

Prophète. Pour tuer, il faut une cause: si des gens s'opposent à l'instauration de la charia, il faut les mettre de côté, à n'importe quel prix. S'ils acceptent, pas de problème, à condition qu'ils soient musulmans. On nous demande toujours pourquoi on ne descend pas au Sud: on se contente de pratiquer au Nord où l'on met en place la sécurité, la bienfaisance, l'équité, qui sont les valeurs de l'islam. On détient trois régions, c'est bien suffisant. On y épaule, oriente, aide les habitants. On ne demande même pas à changer d'administration. Mais les autorités refusent, elles s'obstinent à prôner un Mali laïc au lieu de se soumettre à Allah. La liberté de culte prônée par le Mali, c'est hors de question. Alors, la seule solution, c'est le combat et le sabre.

L'Union européenne, la Communauté économique des Etats d' Afrique de l'Ouest, l'ONU et l'Union africaine se sont réunies le 19 octobre pour réfléchir à une sortie de crise au Nord-Mali. Une intervention armée semble inéluctable. Qu'avez-vous à en dire?

Ces réunions, cela importe peu pour moi. C'est du tralala. Comme on dit, « le chien aboie, la caravane passe! » Cela ne change rien à notre engagement. Nous n'avons pas peur de mourir. Ces pourparlers m'indiffèrent. Je suis occupé à d'autres affaires, sur le terrain. Nous sommes en mouvement permanent, à guider nos renforts déployés partout afin de sécuriser les frontières algérienne, mauritanienne, burkinabée et nigérienne.

Des islamistes se sont dit « prêts à négocier ». Quelles seraient les conditions de cette négociation?

Négocier? Aucun problème, pourvu que l'on se soumette à la charia, la loi divine. On peut négocier avec le monde entier, même avec Obama s'il se plie à la charia!

Cela semble plutôt irréaliste.

Non. Tout dépend de la volonté de Dieu.

Différentes sources rapportent qu'Aqmi est essentiellement financée par le trafic de drogue

C'est absolument faux. Nous sommes contre le trafic de drogue. C'est vous qui financez le djihad! Dix-sept pays européens paient des rançons pour qu'on laisse leurs ressortissants en paix. La France nous donne 40 millions par an (sic). Nous sommes très riches! Un proverbe dit « Coupez-lui les lèvres et faites lui manger »: les rançons données par la France seront utilisées contre elle. Nous ne sommes pas contre les Français, ni personne: pour preuve, nous comptons des centaines, voire des milliers de Français Français dans nos rangs. Mais nous sommes contre la politique menée par la France. Ceux qui supportent la politique de leur gouvernement doivent payer. Nous disposons d'éléments partout, mobilisés dans cette traque. Nous les visons partout, comme un chasseur guette son gibier. Qui vivra verra.